

Le Directeur général

Monsieur Julien PERRIN
24, Boulevard Barbès
75018 PARIS

Maisons-Alfort, le **- 1 OCT. 2024**

Monsieur,

Au cours de l'été 2024, l'Anses a été successivement destinataire, de votre part :

- En mai 2024, d'une nouvelle¹ série de courriers/courriels à l'attention de différents cadres, dont le référent alerte et intégrité scientifique, le Dr. Gérard Lasfargues, à laquelle il vous a apporté une réponse sur la nature, les objectifs et les bases scientifiques des actions de l'Anses en matière de sécurité sanitaire, action menée souvent en lien avec différents acteurs (agences sanitaires, organismes de recherche, ministères, instituts hospitalo-universitaires, ...).
- D'un courrier de Mise en demeure du 4 juillet 2024 à l'attention du directeur général de l'Anses sommant l'agence de « déclarer publiquement ... que les avis scientifiques et médicaux passés et à venir de toutes les agences de santé françaises ... seront suspendus ... » et « de vous informer ... de la régularisation ... de consulter mes remarques à chaque jalon de la régularisation ».
- D'un courrier complémentaire au Président du conseil d'administration de l'Anses, apportant d'autres éléments sous la forme d'un manuel dont la présentation laisse indûment penser qu'il serait validé par le Collège de France.

Vous avez fait le choix d'adresser largement copie du courrier de mise en demeure, tant en interne qu'en externe à l'Agence, y compris à nos instances de gouvernance (conseil scientifique, conseil d'administration) et à différents directeurs généraux de ministères suivant nos travaux.

L'Anses a bien reçu les éléments relatant vos préoccupations et points de vue sur la médecine et les approches toxicologiques, et notamment sur le cas des métaux lourds, dans le traitement et le diagnostic des maladies chroniques, éléments qui figurent dans le plaidoyer accompagnant votre lettre de mise en demeure.

1

Cette note porte sur un grand nombre de points de vue que vous portez, parmi lesquels :

- a/ une insuffisante prise en compte de la « charge corporelle » en toxicologie, notamment dans le cadre de l'exposition à des métaux lourds ;
- b/ des manques ou inadéquation des méthodes de caractérisation des expositions internes (imprégnation), par manque de « références après traitement » ;
- c/ l'absence de mise en œuvre de procédés de décorporation à base d'agents chélatants.

L'Anses a examiné les éléments transmis, qui appellent de sa part les commentaires et éléments d'information suivants :

- Les métaux lourds font partie de très longue date des facteurs d'exposition chimiques qui sont étudiés avec attention, à la fois pour caractériser leur toxicité, leur mode d'action – y compris sur un plan mécanistique – et les moyens de mesurer leur présence dans différents compartiments de l'organisme (y compris la cinétique de répartition entre les compartiments et organes et la vitesse d'excrétion) ;
- Dans ses travaux d'évaluation des risques, l'Anses distingue bien les étapes de caractérisation du danger des substances (profil toxicologique, identification des modes d'actions biologiques, caractérisation des effets biologiques voire sanitaire) de l'évaluation des risques nécessitant d'évaluer les expositions aux substances chimiques (ou d'autres facteurs de risque comme les agents pathogènes ou les agents physiques) ;
- Nous produisons également des valeurs toxicologiques de référence et valeurs limites utiles à la réglementation et aux décisions sur les substances chimiques prises au niveau européen et français et les discutons périodiquement au niveau international ;
- S'agissant du suivi de l'imprégnation des populations, Santé Publique France pilote le programme national de biosurveillance, et publie périodiquement l'actualisation de la situation en France pour différents métaux (ENNS, Esteban) et prépare avec l'Anses la future enquête Albane. Ces travaux sont d'ailleurs rendus possibles par l'existence de techniques fiables et scientifiquement validées pour ces mesures d'imprégnations qui se font – selon les métaux – dans le sang, les urines ou par d'autres prélèvements biologiques ;
- Le Haut Conseil de santé publique (HCSP) formule également, dans le cadre de ses missions, des recommandations tout à fait explicites quant aux actions à mener en regard de différents contaminants, notamment des métaux (plomb, mercure, arsenic ...) ;
- Enfin, dans le cadre de la prise en charge d'une situation individuelle particulière, il appartient au médecin traitant, avec l'aide des recommandations mentionnées ci-dessus et sur la base de résultats d'analyses réalisées par des méthodes éprouvées, de formuler les prescriptions médicales adaptées. A cet égard, l'Agence appelle votre attention sur le fait que, si des traitements de décorporation par des agents chélatants existent et peuvent présenter une balance bénéfice / risque favorable pour des niveaux d'imprégnation très élevés à certaines substances, leur application est à réserver à des situations spécifiques et documentées à cet effet.

Aussi, l'ensemble des travaux scientifiques de l'Anses, à travers ses missions d'expertise, de surveillance, d'aide à la recherche en toxicologie et en santé environnementale au niveau national et européen, contribue à l'amélioration des connaissances scientifiques sur la santé humaine et l'environnement. Soucieux de la comparaison et des échanges scientifiques internationaux, nous n'observons d'ailleurs, dans les retours de différents acteurs que vous partagez dans vos écrits, aucune caution scientifique des défaillances graves, que vous considérez comme communément établies, et que vous dénoncez.


Pour en venir aux termes de votre mise en demeure, l'Anses rappelle qu'elle produit une expertise scientifique en mettant en œuvre des principes fondamentaux affichés en toute transparence [<https://www.anses.fr/fr/system/files/ANSES-Ft-PrincipesExpertise.pdf>], et en s'appuyant sur des collectifs de scientifiques aux compétences complémentaires dont les liens sont tous déclarés et publics [Consultation des Déclarations Publiques d'Intérêts (sante.gouv.fr)]. Dans le respect de ces principes, ces collectifs produisent des avis établis sur les meilleures connaissances disponibles à date et il est hors de question pour l'Anses, qui les a formellement endossés, de les dénoncer. S'agissant des avis les plus anciens, certains peuvent être amenés à être remplacés par des travaux plus récents. De plus, une démarche scientifique ne saurait en aucun cas statuer sur des avis à venir comme vous le requérez. Enfin, l'agence n'est pas légitime à dénoncer ou invalider des productions scientifiques élaborées par d'autres instances sous leur responsabilité, sur la base des constats de votre plaidoyer que nous ne partageons pas.

Compte tenu du mode d'adressage que vous avez choisi, l'Anses se laisse la liberté de partager selon des modalités à sa convenance sa réponse aux mêmes destinataires. Cependant, l'agence ne saurait trop vous inciter à peser en préalable vos modes de diffusion, compte tenu de la nature de vos propos qui constituent une lourde mise en cause du travail de ses agents, experts et pourraient, revêtir un caractère diffamatoire.

Dans sa mission d'agence sanitaire, l'Anses reste bien entendu à l'écoute de message d'alerte qui seraient de nature à interroger ses méthodes d'évaluation des dangers et des risques. Sur un plan pratique, je vous informe cependant qu'il n'est ni utile, ni pertinent d'adresser vos messages à un large panel de personnes au sein de l'Anses, et que la boîte fonctionnelle « alerte » est la bonne porte d'entrée pour toute information scientifique nouvelle qu'il serait important de porter à notre attention.

Enfin, l'Agence rappelle également qu'en application de l'article L. 112-3 du Code des relations entre le public et l'administration, et en tant qu'établissement public, elle n'est pas tenue de donner suite aux demandes abusives, en particulier par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique.

Nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de notre considération distinguée.


Pr Benoit VALLET